

27.76

**ECOLES EUROPEENNES**

n/réf. . 1812-D-92

Orig. : EN

8 janvier 1993

**Rapport du  
Représentant du  
Conseil supérieur  
des Ecoles européennes**

**- 1992 -**

---

### **Perspectives ...**

A l'heure actuelle, il y a de nombreux événements en perspective !

Tout d'abord, dans l'immédiat, nous allons fêter le **40ème anniversaire des Ecoles européennes** et bien évidemment, nous allons le faire en grande pompe. En plus des manifestations qui seront organisées au sein du Conseil supérieur et dans chacune des Ecoles, et notamment bien entendu l'Ecole européenne de Luxembourg, la première des Ecoles européennes à être créées, en 1953, un livre sur le passé, le présent et l'avenir des Ecoles européennes sera publié. Un comité de rédaction impressionnant, se composant de représentants de toutes les sections des Ecoles (anciennes et actuelles), dont le doyen est Monsieur Albert VAN HOUTTE, a été constitué et un groupe de travail restreint très efficace a déjà entamé le processus de publication, en entreprenant les premières démarches importantes nécessaires à cette fin. Ce livre paraîtra en septembre/octobre 1993.

Par ailleurs, **l'informatisation** des Ecoles constitue une autre activité en cours. Celle-ci progresse comme prévu. La partie comptabilité (COBEE) est désormais mise en oeuvre dans toutes les Ecoles et l'intégration du projet des enseignants (PERSEE) et des élèves (ELEE) a débuté et sera terminée en 1994. Lorsque ces réalisations seront effectuées, de nombreuses tâches courantes seront assurées par les machines, afin que notre personnel puisse se consacrer davantage encore à leur fonction la plus importante, à savoir celle de servir efficacement les utilisateurs des Ecoles que sont les parents, les élèves, les enseignants. D'ailleurs, l'informatisation de notre système s'est déjà révélée d'une grande utilité pour le fonctionnement des Ecoles.

Je ne vous cacherai pas que de temps à autre, nous avons rencontré des problèmes pratiques de nature technique. Cela est tout à fait normal, compte tenu de l'envergure du projet, mais grâce à la bonne volonté et au dévouement de tous les collègues qui s'occupent de cet aspect important de notre vie quotidienne, les problèmes non encore réglés ont pu l'être entretemps.

D'ailleurs, une description détaillée du statu quo en matière

d'informatisation fera l'objet d'un des «points B» de l'ordre du jour de la présente réunion.

Par ailleurs, deux des événements les plus marquants de l'année 1992 auront un impact important sur notre vie à court et à long terme. Je veux parler de la création de **la troisième Ecole de Bruxelles et du nouveau Statut ou nouvelle Convention des Ecoles européennes**.

Un groupe de travail ad hoc a rapidement été mis sur pied en vue de créer un programme pour la troisième Ecole. Ce groupe se compose de représentants des deux Ecoles de Bruxelles existantes (Directeurs, enseignants, parents), des pouvoirs publics belges, des deux universités bruxelloises (U.L.B.) et (V.U.B.) et du Bureau. Le Conseil supérieur et ses Comités préparatoires seront tenus au courant de l'évolution du projet et associés aux travaux à tout moment. A l'heure actuelle, le terrain situé sur le campus de l'U.L.B. a dû être acquis par le Gouvernement belge et le processus de planification pourra donc débuter. On s'attend à ce que l'Ecole complète soit terminée et en état de fonctionnement en avril 1997 au plus tard, en fonction des démarches qu'il faudra effectuer avant que la première pelle mécanique n'entre en action. En attendant, les deux Ecoles de Bruxelles existantes connaîtront des moments difficiles et auront besoin de beaucoup de compréhension de la part de leurs utilisateurs, à savoir les élèves, les enseignants et les parents.

L'accord des Ministres de l'Education nationale sur un **nouveau Statut ou une nouvelle Convention des Ecoles européennes** constitue un grand pas en avant qui transformera radicalement le fonctionnement du système des Ecoles européennes. En effet, les principaux éléments nouveaux sont les suivants :

- ❖ la Commission deviendra Partie contractante,
- ❖ une nouvelle procédure de vote (à la majorité qualifiée)

---

interviendra pour la plupart des questions,

- ❖ un règlement plus clair donnera à la Chambre de recours des compétences nouvelles,
- ❖ les parents et les enseignants disposeront d'un siège et d'une voix (limitée) au Conseil supérieur.

La nouvelle Convention devra désormais passer par la filière réglementaire, dont une discussion au Parlement européen, la signature par les Ministres de l'Education nationale (au printemps 1993, on l'espère bien), ainsi que la ratification par les différents Parlements nationaux. Avec un peu de chance, cette procédure aboutira à la fin de l'année 1993.

En même temps, le Conseil supérieur et ses Comités préparatoires seront appelés à élaborer un règlement d'application pour un certain nombre de points de la nouvelle Convention. Il faudrait que ce travail d'élaboration soit entamé rapidement.

Il importe de souligner que lors de la réunion du mois de décembre 1992, le Conseil des Ministres de l'Education nationale a également confié un mandat au Comité de l'Education, en lui demandant de procéder à une étude à plus longue échéance sur les possibilités d'amélioration du système des Ecoles européennes. La première réunion a eu lieu le 18 janvier dernier, sous la présidence danoise, ce qui vient très à propos, puisque l'initiative de ce projet à long terme a été prise par le Ministre danois de l'Education nationale. Les mots-clé de ce mandat sont la souplesse, la décentralisation, la modernisation, l'efficacité et la démocratisation nécessaires.

Le groupe de travail au sein du Comité de l'Education se compose tout naturellement de membres qui connaissent bien les Ecoles européennes. Par ailleurs, le Bureau et la Commission en font également partie.

Il est encore trop tôt pour dire quelle voie sera suivie par le groupe de travail mais point n'est besoin de dire que lors de ses réunions d'avril et

d'octobre 1993, le Conseil supérieur devra consacrer un certain temps à un débat sur ce point important.

D'autre part, il est clair que la tendance à prendre les **Ecoles européennes comme modèles** se poursuivra au cours des années à venir. L'intérêt porté à la Dimension européenne partout dans le monde, ainsi que l'admiration soulevée par de nombreux éléments de notre système, par exemple, notre structure (comportant des sections nationales et européennes) et le niveau élevé de l'enseignement et de l'apprentissage des langues, entraînent de nombreuses demandes de renseignements. Le Bureau vient d'ailleurs de publier une nouvelle brochure actualisée, laquelle bénéficie d'une large diffusion, assortie de renseignements supplémentaires plus précis en réponse à plusieurs demandes qui nous parviennent chaque mois. L'année 1992 a vu l'accélération des demandes de renseignements supplémentaires sur nos Ecoles et dans certaines villes (par exemple, Berlin), une école de type «Ecole européenne» a été créée. Cela se poursuivra et s'intensifiera à l'avenir, ce qui est bien, car nous avons une structure de grande valeur à proposer. Il semble peu probable que beaucoup de vraies Ecoles européennes supplémentaires soient créées, même s'il paraît raisonnable que chaque Etat membre de la Communauté puisse disposer de sa propre Ecole européenne. Mais il ne fait aucun doute que de nombreuses écoles, dont certaines à l'extérieur du Marché commun actuel, s'inspireront du menu pédagogique unique que nous sommes en mesure de proposer.

Les Ecoles européennes constituent des ateliers pédagogiques, où en particulier, la Dimension européenne est mise en pratique depuis bientôt 40 ans. Nous disposons d'une Inspection qui mène un processus pédagogique suivi, dans lequel s'intègrent les éléments valables des systèmes d'éducation de douze pays (à ce jour). Au cours des dernières années, nous avons appris à mieux nous faire connaître auprès de l'extérieur. Nous devons faire mieux encore à l'avenir, afin que la collaboration et les contacts actuels entre nos neuf Ecoles européennes et les Ecoles nationales puisse encore s'améliorer, dans l'intérêt de tous.

## I. EVOLUTION DE LA POPULATION SCOLAIRE

A la rentrée de septembre 1992, un nouvel accroissement global des effectifs scolaires a pu être enregistré : 14.912 élèves fréquentent les Ecoles européennes, ce qui constitue une augmentation de 45 élèves par rapport à l'année précédente.

<i>Ecoles</i>	<i>Maternel</i>	<i>Primaire</i>	<i>Secondaire</i>	<i>Total</i>
Luxembourg	395	1.218	1.619	3.232
Bruxelles I	280	1.097	1.981	3.358
Bruxelles II	148	926	1.376	2.450
Mol	41	209	440	690
Varese	117	478	653	1.248
Karlsruhe	84	492	651	1.227
Bergen	96	346	444	886
Munich	87	346	537	970
Culham	92	300	459	851
<b>TOTAL</b>	<b>1.340</b>	<b>5.412</b>	<b>8.160</b>	<b>14.912</b>

Il convient de noter que :

- ✓ dans quatre Ecoles les effectifs sont en diminution. Il s'agit des Ecoles de :

Bruxelles I qui passe de 3.369 élèves en 1991 à 3.358 élèves en 1992 (- 0,3 %)

Bruxelles II qui passe de 2.466 élèves en 1991 à 2.450 élèves en 1992 (- 0,6 %)

Mol qui passe de 713 élèves en 1991 à 690 élèves en 1992 (- 3,2 %)

Varese qui passe de 1.314 élèves en 1991 à 1.248 élèves en 1992 (- 5 %)

- 
- ✓ dans les cinq autres Ecoles les effectifs sont en accroissement. C'est ainsi que :

Luxembourg passe de 3.169 élèves en 1991 à 3.232 en 1992  
( + 2 %)

Karlsruhe passe de 1.197 élèves en 1991 à 1.227 élèves en 1992  
( + 2,5 %)

Bergen passe de 873 élèves en 1991 à 886 élèves en 1992  
( + 1,5 %)

Munich passe de 938 élèves en 1991 à 970 élèves en 1992  
( + 3,4 %)

Culham passe de 828 élèves en 1991 à 851 élèves en 1992  
( + 2,8 %)

La **diminution** du nombre d'élèves dans les quatre Ecoles où cette situation se présente peut être expliquée de la manière suivante :

- ✓ à Bruxelles I et à Bruxelles II, les Directeurs pratiquent une politique stricte de non admission d'élèves appartenant à la catégorie III (non admissibles de droit). Cette politique résulte bien entendu de l'exiguïté des bâtiments scolaires qui ne permettraient en aucun cas la création de classes ou de groupes supplémentaires. En dehors des 270 bacheliers à Bruxelles I, 237 élèves ont quitté l'Ecole pour diverses raisons (familiales ou réorientation) tandis qu'à Bruxelles II, en dehors des 191 bacheliers, 69 élèves ont quitté l'Ecole pour une réorientation de leurs études et 76 élèves ont quitté l'Ecole en raison du départ de leurs parents. Ces départs n'ont été compensés que partiellement par une augmentation de 40 élèves admissibles de droit à l'Ecole maternelle de Bruxelles I et de 5 élèves seulement au cycle maternel de Bruxelles II.
- ✓ à Mol la diminution s'explique par le fait que la firme allemande BASF à Anvers a supprimé le transport des élèves depuis Anvers vers Mol en raison d'une réduction du personnel de la firme. En outre, l'augmentation du minerval scolaire a provoqué un retrait d'élèves de la part des familles qui peuvent bénéficier de la gratuité de l'enseignement dans les écoles locales. Enfin, le personnel de BCMN n'est pas renouvelé en raison de la crise dans le secteur de la recherche nucléaire et chimique.

- 
- ✓ à Varese enfin, 225 élèves ont quitté l'Ecole, dont 92 bacheliers et 133 élèves ont quitté pour des raisons diverses dont 82 en raison d'un départ des parents, 16 en raison d'une réorientation d'études. Les inscriptions se sont limitées à 159 élèves.

**L'accroissement** du nombre d'élèves dans les cinq autres Ecoles trouve son explication comme suit :

- ✓ à Luxembourg, le nombre d'élèves admissibles de droit atteint 2.600 au 15 septembre 1992 contre 2.578 au 15 septembre 1991. Les autres inscriptions concernent des élèves prioritaires de la catégorie III (7 élèves de l'OTAN, 16 élèves des ambassades) ou des élèves admis dans des sections où l'effectif était réduit notamment dans les sections danoise, hellénique et portugaise.
- ✓ à Karlsruhe, l'augmentation des effectifs concerne la section de langue anglaise qui se développe notamment au cycle secondaire et la section de langue française qui se développe au niveau primaire. Pour la section allemande, les admissions d'enfants dont les parents n'appartiennent pas à une institution communautaire sont décidées par une commission de sélection nommée par le «Ministerium für Kultus und Sport» qui a été légèrement plus généreuse cette année que l'année précédente.
- ✓ à Bergen, l'extension de la population scolaire concerne exclusivement la section de langue française, alors que pour les quatre autres sections l'effectif est en légère diminution. La population scolaire d'enfants admissibles de droit a augmenté de 3,5 %.
- ✓ à Munich, le rythme d'accroissement des effectifs s'est légèrement ralenti mais il se poursuivra vraisemblablement au cours des prochaines années. Cet accroissement concerne essentiellement des enfants dont les parents travaillent à l'OEB. En effet, l'effectif est passé de 468 élèves en 1991 à 491 élèves en 1992.



- ✓ à l'Ecole de Culham, l'accroissement des effectifs se situe en sections de langues française et italienne au cycle primaire et dans toutes les sections sauf la section italienne au cycle secondaire. Cet accroissement est dû sans doute au résultat de l'enquête signalée par le Directeur dans son rapport de rentrée. En effet, selon cette enquête réalisée par le journal «The Independent», parmi 1.000 établissements scolaires du Royaume-Uni, l'Ecole européenne de Culham a été considérée comme l'une des très bonnes écoles.



## II. EVOLUTION DU NOMBRE D'ENSEIGNANTS DETACHES ET EFFECTIF DES CHARGES DE COURS

La situation au 15 septembre 1992 est la suivante :

Ecoles	en fonction au 15/9/91	en fonction au 15/9/92	Augmentation ou diminution
Luxembourg	201	202	+ 0,5 %
Bruxelles I	223	223	-
Bruxelles II	150	155	+ 3,3 %
Mol	66	66	-
Varese	98	98	-
Karlsruhe	87	88	+ 1,1%
Bergen	69	68	- 0,4 %
Munich	67	67	-
Culham	74	79	+ 6,8 %
<b>TOTAL</b>	<b>1.035</b>	<b>1.046</b>	<b>+1,06 %</b>

Les effectifs sont stables. Les augmentations de personnel détaché à Bruxelles II et à Culham résultent de la transformation de postes de chargés de cours en postes de titulaires.

A ces effectifs il convient d'ajouter le nombre de chargés de cours pour chacune des Ecoles.

L'importance de l'existence de chargés de cours n'est pas à mettre en doute. Ils sont indispensables :

- ✓ d'une part pour compléter les horaires des élèves lorsque le nombre d'heures par matières est insuffisant pour créer un poste d'enseignant détaché;
- ✓ d'autre part pour remplacer les enseignants absents pour diverses raisons (maladies ou missions);
- ✓ pour assurer les cours de religion puisque les enseignants de religion sont désignés par des autorités non gouvernementales.

Le nombre de chargés de cours dans les différentes Ecoles à la rentrée de septembre 1992 est le suivant :

Ecoles	Nombre de professeurs
Luxembourg	94 dont 32 professeurs de religion
Bruxelles I	139 dont 50 professeurs de religion
Bruxelles II	90 dont 36 professeurs de religion
Mol	38 dont 12 professeurs de religion
Varese	52 dont 19 professeurs de religion
Karlsruhe	31 dont 7 professeurs de religion
Bergen	55 dont 17 professeurs de religion
Munich	74 dont 15 professeurs de religion
Culham	34 dont 9 professeurs de religion
<b>TOTAL</b>	<b>607 dont 197 professeurs de religion</b>



### III. SITUATION ET EVOLUTION DES ECOLES EUROPEENNES

Chacun des rapports établis par les Directeurs met l'accent sur la situation particulière des Ecoles et sur les activités développées dans les différents cycles.

Les rapports contiennent des indications importantes sur les relations étroites qui sont établies :

- ❖ entre les divers composants de la communauté éducative : direction - enseignants - parents - élèves;
- ❖ avec les autorités locales;
- ❖ avec les établissements scolaires voisins;
- ❖ avec des pays communautaires et non communautaires, grâce aux échanges d'élèves et aux voyages scolaires. D'autres projets sont en voie de réalisation notamment avec les pays de l'Est.

Je tiens notamment à féliciter les Directeurs, leurs Adjoints, les enseignants et les élèves pour les initiatives qu'ils ont prises pour animer la vie des Ecoles. Elles touchent un grand nombre de domaines et prouvent une grande activité de nos Ecoles au plan culturel : théâtre, sport, rencontres, conférences.

Il faut souligner que les activités développées à l'initiative des élèves remportent un succès grandissant. Il s'agit notamment :

- ❖ du Model European Parliament
- ❖ du Model European Council
- ❖ d'Eurosport
- ❖ des Journées culturelles de la jeunesse.

Tous ceux qui ont pu participer comme observateur à ces activités peuvent témoigner de l'extraordinaire engagement de nos élèves dans ces domaines où ils font preuve d'une grande maturité et d'une connaissance étendue des problèmes qui touchent à l'évolution de la Communauté européenne.

Dans toutes les Ecoles, le renforcement de la conscience européenne tient une place primordiale, répondant ainsi au vœu exprimé par le Conseil supérieur en 1983.

Bien entendu, tous les problèmes ne sont pas résolus et notamment les difficultés rencontrées par certaines Ecoles dans le domaine de leur infrastructure.

Si la situation difficile dans laquelle se trouvent les deux Ecoles de Bruxelles est sur le point de se résoudre grâce à l'offre généreuse faite par la Belgique d'un terrain convenant parfaitement à la création d'une troisième Ecole européenne dans la capitale, il faut bien dire que celle-ci ne verra le jour que d'ici trois ans au plus tôt. D'ici là, il faudra sans doute trouver des solutions intermédiaires, surtout si le nombre de fonctionnaires augmente dans les proportions indiquées par les services de la Commission et si d'autres membres sont admis au sein de la Communauté européenne.

Le gouvernement italien a dégagé un crédit important pour la remise en état des bâtiments scolaires de Varese et de Brebbia, ce qui a permis de remédier aux risques signalés par le Directeur dans les rapports établis au cours des trois dernières années. Néanmoins des moyens financiers supplémentaires s'avèrent indispensables pour la remise en état des bâtiments qui ont plus de 30 ans d'existence et pour réunir à Varese l'ensemble des classes primaires dont une partie continue de fonctionner à Brebbia distante de plus de 15 km. de l'école-mère.

A Luxembourg, le développement de la construction de classes maternelles suit son cours et celles-ci devraient être disponibles pour la rentrée de septembre 1993. Pour les classes primaires et secondaires, la mise en chantier des constructions indispensables dépend d'une décision du gouvernement qui n'est pas prise encore, alors que le dossier technique a été approuvé par la Direction des Bâtiments publics. La construction de locaux revêt un caractère d'urgence puisque l'Annexe du Boulevard de la Foire ne répond plus aux besoins et des classes sont installées dans des locaux qui ne sont pas appropriés à un enseignement efficace.

---

#### **IV. ACTIVITES DEVELOPPEES PAR LE CONSEIL SUPERIEUR AU COURS DE L'ANNEE ECOULEE**

Depuis mon dernier rapport présenté au Conseil supérieur lors de sa réunion des 28 & 29 janvier 1992, nous nous sommes réunis

- ❖ à Rome les 28 & 29 avril 1992
- ❖ à Bruxelles les 27 & 28 octobre 1992.

Ces réunions ont été minutieusement préparées par les Comités préparatoires, à savoir le Comité administratif et financier et les deux Comités pédagogiques eux-mêmes assistés des Comités de réforme des deux cycles d'enseignement.

Le Conseil supérieur a ainsi pu prendre des décisions dans les domaines énumérés ci-dessous :

##### **1. Dans le domaine administratif et financier**

Le Conseil supérieur a adapté au taux d'inflation annuel le minerval scolaire dont la progression avait été fixée en 1987 jusqu'en 1993. En prenant cette décision en avril 1992 à Rome, le Conseil supérieur a également décidé de prendre en considération le taux cumulé de l'inflation depuis 1987 ce qui n'était pas en contradiction avec la décision initiale car celle-ci prévoyait déjà une adaptation lorsque le taux d'inflation atteignait 5 %.

Le contrôleur financier qui remplissait également le rôle de contrôleur interne ayant fait valoir ses droits à la retraite au 31 août 1992, le Conseil supérieur a désigné un contrôleur financier, M. DAVIS, sur proposition d'un comité de sélection désigné parmi les membres du Comité administratif et financier. Le nouveau contrôleur financier, qui a pris ses fonctions au 1er septembre 1992 n'assurera plus le contrôle interne en raison de la tâche extrêmement lourde qu'il doit assumer pour le contrôle financier tel qu'il résulte du Règlement financier adopté par le Conseil supérieur.

Les adaptations de rémunérations des enseignants suivront dorénavant la même évolution que celle des fonctionnaires des Communautés européennes, ceci jusqu'à l'élaboration d'un

nouveau Statut du personnel enseignant. Pour la version finale de ce Statut, le Conseil supérieur sera libre de procéder éventuellement à un mode d'adaptation des rémunérations différent.

Le Conseil supérieur a également adopté le principe du versement d'une «contribution temporaire» de la part des enseignants. Celle-ci est identique à la contribution temporaire prélevée sur les rémunérations des fonctionnaires des Communautés européennes.

Le Conseil supérieur a adopté un budget supplémentaire pour l'exercice 1992 dont les justifications ont été données lors de la réunion d'avril 1992 à Rome. Il a également adopté le budget de 1993 lors de la même réunion.

En avril 1992, le Conseil supérieur a donné mandat au Comité administratif et financier d'élaborer une proposition visant à définir le traitement de base national à prendre en considération pour le calcul de l'allocation de départ du personnel enseignant. Ce mandat a abouti à une proposition adoptée à l'unanimité par le Comité administratif et financier et qui est soumise à l'approbation du Conseil supérieur au cours de la présente réunion.

Au cours de sa réunion des 27 & 28 octobre 1992, le Conseil supérieur a décidé d'étendre à tous les enseignants ayant quitté les Ecoles européennes entre le 01/01/1977 et le 25/04/1989 la décision prise par la Chambre de recours pour une modification du calcul de l'allocation de départ des enseignants qui doit tenir compte du taux de change FMI en vigueur au moment du départ et non du taux de change FMI gelé au 31/12/1976.

Au cours de la même réunion, la décision a été prise de verser des intérêts moratoires dus aux enseignants de Varese pour une erreur de calcul du coefficient correcteur. Toutefois, cette décision est assortie d'une réserve pouvant entraîner le remboursement d'une partie de ces intérêts après une enquête qui est en cours.

Sur le plan administratif, les changements suivants ont été décidés en ce qui concerne les postes de Directeur et de Directeur Adjoint actuellement en fonction :

- ❖ le Directeur de l'Ecole européenne de Karlsruhe, Monsieur Théo VAN DER ZEE, ayant fait valoir ses droits à la retraite, le Directeur de l'Ecole européenne de Varese, Monsieur Jörg

---

HOFFMANN, est muté à l'Ecole européenne de Karlsruhe à compter du 01/09/1993. L'Allemagne obtient ainsi un nouveau mandat de direction selon les nouvelles règles établies par le Conseil supérieur.

- ❖ Le poste de Directeur à Varese a été attribué au Grand-Duché du Luxembourg.
- ❖ Le Directeur Adjoint du secondaire de l'Ecole européenne de Karlsruhe, Monsieur CROWE, ayant également fait valoir ses droits à la retraite, le poste devenu vacant est attribué au Portugal.

Enfin, le Conseil supérieur a marqué officiellement son accord pour l'extension de l'infrastructure des Ecoles européennes de Bruxelles sur le campus de l'Université Libre de Bruxelles, mis à la disposition du Conseil supérieur par le gouvernement belge. Le projet de construction sera suivi par le Représentant du Conseil supérieur et par les Comités pédagogiques. Le Conseil supérieur sera saisi périodiquement d'un rapport sur l'évolution de la construction.

Actuellement un groupe de travail étudie, sur mandat du Conseil supérieur, la possibilité de présenter les budgets d'une manière plus globale que par le passé. Les travaux de ce groupe devraient aboutir à une proposition pour la réunion d'avril 1993.

## **2. Dans le domaine pédagogique**

Les activités pédagogiques se déroulent à plusieurs niveaux :

- ❖ Conseils d'inspection,
- ❖ Comités pédagogiques,
- ❖ Comités de réforme,
- ❖ Groupes de travail.

Ces divers Conseils et Comités travaillent en étroite collaboration et le résultat de leurs recherches aboutit au Conseil supérieur sous forme de propositions généralement présentées par les Comités pédagogiques.

Plusieurs groupes de travail élaborent actuellement des propositions qui résultent de mandats qui ont été confiés par le Conseil supérieur et qui demandent des recherches approfondies, ce qui fait que leurs travaux n'ont pas encore pu aboutir. Je citerai notamment :

- ❖ le groupe de travail sur la réforme du Statut des chargés de cours;
- ❖ le groupe de travail sur l'élaboration de propositions visant à fixer un nombre optimal pour le fonctionnement d'une Ecole européenne et à envisager les limites à respecter pour la création ou la suppression de sections linguistiques ou d'Ecoles. Le groupe se penchera également sur le problème des crèches déjà soulevé à plusieurs reprises au Conseil supérieur.

Il me paraît important de souligner ici le résultat des projets d'orientation mis en oeuvre tant au niveau du cycle primaire qu'à celui du cycle secondaire.

En ce qui concerne le cycle primaire, le plan de rénovation a permis au cours des dernières années de réaliser une harmonisation totale dans les domaines suivants :

- ❖ les activités d'éveil
- ❖ la langue II
- ❖ les mathématiques
- ❖ l'éducation musicale.

Les rapports en équipe réalisés par différents groupes d'Inspecteurs s'avèrent d'une grande utilité. Ils mettent en évidence les points forts et les points faibles rencontrés dans les Ecoles visitées. Ils mettent aussi l'accent sur le fait qu'il manque cruellement un système d'évaluation des élèves au niveau du primaire. Cela s'explique par le fait qu'il est difficile pour les Inspecteurs, en raison d'une disponibilité encore insuffisante pour les seules Ecoles européennes, de réaliser à la fois les outils de l'harmonisation et de veiller à leur parfaite application. La restructuration du Comité de réforme entreprise récemment va dans le bon sens.



En ce qui concerne le cycle secondaire, l'inspection en équipe, plus difficile à réaliser en raison de la spécialisation des Inspecteurs, a pu être effectuée dans l'une des Ecoles dans le domaine de l'enseignement des langues étrangères. C'est un premier pas qui sera suivi d'autres visites de groupes.

Une réforme de la réforme a été réalisée. Elle a conduit à une rénovation de la structure des études surtout dans le deuxième cycle du secondaire. Les programmes ont été remis à jour, le Baccalauréat a été adapté à la réforme des deux dernières classes, les sections d'études ont fait place peu à peu à une structure composée de menus qui permettent à chaque élève de mieux orienter ses études en fonction de ses goûts personnels et de ses capacités.

Ainsi les Ecoles européennes ne sont pas restées figées dans leur structure initiale, mais elles ont évolué dans le sens de l'évolution réalisée dans les Etats membres. Ces réformes se sont révélées d'autant plus nécessaires que l'ouverture des frontières va entraîner une plus grande mobilité des travailleurs. Il fallait que les Ecoles européennes conservent leur attractivité et leur renom.

Je voudrais aussi attirer l'attention du Conseil supérieur sur les efforts qui sont réalisés pour permettre aux élèves handicapés de trouver l'aide indispensable leur permettant de s'intégrer dans la vie scolaire, surtout lorsque, par la mobilité de leurs familles, ils vivent dans un pays dont la langue n'est pas leur langue maternelle. Les moyens financiers dont nous disposons pour ces besoins pour lesquels le Parlement européen a marqué un intérêt tout particulier devraient encore être renforcés.

Le Conseil supérieur a pris au cours des dernières réunions d'importantes décisions à caractère pédagogique. Il a notamment :

- ❖ modifié en janvier 1992 le Règlement d'application au Règlement du Baccalauréat européen en l'adaptant à la réforme des classes 6 & 7 décidée en octobre 1991;
- ❖ adopté en avril 1992 les nouveaux programmes de 6ème & 7ème années et les modifications de programmes pour certaines matières en 4ème & 5ème années;
- ❖ adopté une procédure pour l'évaluation harmonisée en fin de 5ème année. Cette procédure constitue l'aboutissement d'une longue discussion dont le point de

départ avait été la création d'un examen de fin de 5ème année secondaire sur laquelle aucun accord n'a pu être trouvé;

- ❖ fixé des priorités pédagogiques pour l'école maternelle en reconnaissant qu'un dédoublement à 33 élèves pouvait être envisagé, comme cela se fait au cycle primaire et en reconnaissant également l'utilité de monitrices d'écoles maternelles assistant l'institutrice dans le cadre de son travail quotidien avec des enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge d'être scolarisés;
- ❖ répartition des crédits du Remedial Teaching d'une manière jugée plus équitable;
- ❖ accepté que le dédoublement des cours de 2ème langue au primaire se fasse à partir du 25ème élève et non plus du 28ème.

Les nombreux points pédagogiques figurant à l'ordre du jour de la présente réunion montrent l'activité des Comités pédagogiques. Parmi les points de l'ordre du jour, treize points pédagogiques figurent aux points A, c'est-à-dire qu'ils ont recueilli l'unanimité des membres des Comités. Quatre autres points ont donné lieu à des rapports qui seront examinés par le Conseil supérieur au début de l'examen des points B. Enfin, quatre points à caractère pédagogique n'ont pu être approuvés par le Comité administratif et financier tels que les Comités pédagogiques les ont proposés. Le Conseil supérieur est appelé à se prononcer sur ces propositions au cours de la présente réunion.

---

### ***Rétrospective ...***

Dans l'ensemble, l'année 1992 apparaît sous un jour favorable.

En effet, c'était l'année au cours de laquelle le problème de la recherche d'un site pour l'implantation de la troisième Ecole européenne de Bruxelles a enfin été résolu, de sorte que plusieurs années d'activité ont été couronnées de succès. Je tiens à remercier tous ceux qui se sont intéressés de près à cette affaire et en tout premier lieu bien évidemment, les représentants du Gouvernement belge.

Par ailleurs, 1992 a été l'année qui a vu l'aboutissement des travaux relatifs à un nouveau Statut ou une nouvelle Convention des Ecoles européennes, dans la mesure où le Conseil des Ministres de l'Education nationale est parvenu à un accord sur un projet de texte lors de sa réunion de décembre.

Ces deux événements font époque dans l'histoire des Ecoles européennes. Jusqu'ici, tout a été parfait !

Malheureusement, le développement harmonieux de nos Ecoles a été compromis par l'attitude négative du Parlement européen, lequel, lors de l'examen en première lecture du budget 1993, a décidé de réduire le budget des Ecoles européennes de 5.780.000 ECU. Si une telle réduction avait effectivement été opérée, les Ecoles auraient été paralysées, puisqu'il s'agissait d'une réduction réelle de notre budget de fonctionnement d'environ 65 % par rapport au budget 1992 !

Fort heureusement, tous les partenaires du monde des Ecoles européennes se sont portés volontaires et ont déployé des efforts formidables en vue de faire comprendre aux Députés européens que leur décision de réduire notre budget était fondé sur des renseignements insuffisants, voire erronés quant au fonctionnement des Ecoles européennes. Je tiens à remercier vivement de leurs beaux efforts les Directeurs, les enseignants, les parents et les membres du Conseil supérieur

et des Comités préparatoires. Bien évidemment, le Bureau et moi-même, en collaboration avec le Conseil et la Commission, avons également mis tout en oeuvre afin de redresser la situation.

Ainsi, en fin de compte, lors de l'examen du budget 1993 en deuxième lecture, le Parlement a décidé de réinscrire le montant de 5.780.000 ECU, sous réserve de son blocage en attendant des précisions. Puisqu'il sera facile, semble-t-il, de fournir les précisions souhaitées, ce problème devrait être réglé dans un proche avenir.

Cependant, reste à savoir comment éviter des situations semblables à l'avenir. Personnellement, je suis particulièrement attristé par cette alerte budgétaire car au cours des dernières années, je me suis efforcé de fournir au Parlement européen tous les renseignements utiles sur les Ecoles. Cela n'a manifestement pas suffi, ce qui implique que dans les années à venir, il faudra intensifier le processus d'information.

Le problème budgétaire a été le seul point noir à l'horizon. Dans tous les autres domaines, d'importants progrès ont été réalisés, comme on l'aura constaté d'ailleurs à la lecture des pages précédentes.

Par conséquent, il ne me reste plus qu'à remercier vivement tous ceux qui au cours de l'année écoulée, ont aidé à l'amélioration des Ecoles, lesquelles fonctionnaient pourtant très bien déjà, à savoir :

- ❖ les délégations qui ont à nouveau mis tout en oeuvre pour promouvoir les Ecoles européennes de façon concrète,
- ❖ la Commission, pour sa collaboration étroite et réussie, notamment entre le Bureau et la nouvelle section au sein de la DG IX qui s'occupe exclusivement des problèmes des Ecoles européennes,
- ❖ les membres du Comité administratif et financier, pour leur contribution dévouée et consciencieuse, surtout en matière budgétaire, ainsi que pour leur participation à

plusieurs groupes de travail très importants,

- ❖ les Inspecteurs, qui se sont surpassés de nouveau au cours d'une année qui a peut-être vu la réalisation de plus de progrès que jamais par le passé,
- ❖ les enseignants, qui s'associent de plus en plus à tous les aspects de notre système et qui ont aidé à la réalisation de nombreux projets importants grâce à leur esprit positif,
- ❖ les parents, qui ont de nouveau fait beaucoup plus qu'on est vraiment en droit d'en attendre pour aider à créer de bonnes conditions pour leurs enfants,
- ❖ les élèves, qui sont bien entendu l'élément le plus important des Ecoles européennes, pour leur participation active et constructive,
- ❖ les Directeurs et les différents Conseils d'administration. Le bon fonctionnement des Ecoles ne pourrait être assuré sans les beaux efforts déployés par tous les partenaires qui participent à la vie quotidienne locale des Ecoles. J'éprouve toujours un vif plaisir à visiter les Ecoles !
- ❖ enfin, le personnel du Bureau. Point n'est besoin de souligner le travail magnifique de mes collaborateurs, qui souvent dans des circonstances difficiles, comme chacun le sait ! La charge des tâches en augmentation constante, due en partie à notre popularité et à la demande accrue de renseignements sur le système des Ecoles européennes, constitue en elle-même un facteur de motivation. Au Bureau, nous trouvons que notre travail est enrichissant puisqu'il s'agit d'aider à l'éducation des enfants et des jeunes.

Nous ne garantissons pas que l'année 1993 sera plus facile que 1992. Cependant, je suis persuadé qu'**ensemble**, nous pourrions résoudre tous les problèmes qui peuvent se poser, quels qu'ils soient.

